

capital qu'on peut estimer à \$700,000,000 au minimum. De ce capital, un huitième environ se liquide encore, les sept huitièmes ayant été réorganisés. Toutes les banques qui avaient suspendu leurs paiements du 1er avril au 16 mai, sont maintenant reconstituées, sauf deux qui vont rouvrir prochainement leurs guichets. Mais cette reconstitution des banques n'a pas encore amené de reprise dans les affaires. Elle a, au contraire, porté un coup aux valeurs en général. Melbourne, qui avait le plus enfreint la loi économique, a eu à subir le plus fort de la crise. Une partie de ses habitants ont émigré, les uns dans l'Afrique du Sud et les diverses colonies australiennes, les autres sont revenus simplement en Europe. Quelques uns sont même allés fonder une colonie au Paraguay.

La baisse considérable dans le revenu public des deux plus grandes colonies, la Nouvelle-Galles et de Victoria, semble être la prélude d'une quatrième phase de la crise australienne. Le revenu de Victoria a le plus souffert, les recettes étant en déficit de \$10,000,000 ou 25 0/0 sur les prévisions budgétaires de l'exercice 1892-1893. On a supprimé quelques dépenses, mais l'exercice se solde par un déficit total de 13,000,000. Ce déficit ne fera qu'augmenter, car les prévisions budgétaires pour l'année 1893-1894 sont excessives. C'est pourquoi on commence à craindre pour les intérêts de la dette publique. Si le gouvernement de Victoria voulait réduire ses dépenses, qui sont extravagantes, et suspendre ses travaux publics, qui peuvent attendre pendant des années, la situation s'améliorerait rapidement. Mais il est à craindre qu'il n'en fasse rien, tant qu'il lui restera une partie du montant des emprunts.

Or, lorsque les trésoriers coloniaux australiens n'ont plus réussi à faire venir d'argent d'Angleterre, ils ont eu recours aux prêteurs locaux qui ont fourni quelques millions de livres sterling; mais cette dernière ressource est en train de se tarir. Bientôt, ces trésoriers ne pouvant plus se procurer de fonds à Londres et ayant gaspillé les ressources locales, se trouveront en présence d'une réalité implacable.

La principale difficulté pour le gouvernement de Victoria vient de ce que ses besoins pécuniaires de fin d'année coïncident avec l'époque où il a à faire les fonds pour le service de la dette anglaise, les banques reconstituées ne pouvant plus tirer sur Londres que d'une façon très limitée. Jusqu'à présent le

ministre des Finances de cette colonie ne semble pas encore décidé sur ce qu'il doit faire pour le règlement des bons du Trésor s'élevant à \$5,000,000 et celui des obligations 5 0/0 à \$10,527,000 qui sont exigibles à la fin de l'année. Il faudra bien payer la première de ces deux sommes, mais on ignore si le paiement se fera au moyen de l'achat de traites ou par le retrait d'un million de livres sterling des banques australiennes et son envoi à Londres. Quant aux \$10,527,000, des offres de conversion en 4 0/0 à 95 livres sterling ont été faites, mais n'ont point été acceptées jusqu'ici, par le ministre, qui croit pouvoir payer cette somme intégralement. Outre ces emprunts à rembourser, le trésorier de Victoria doit pourvoir aux intérêts échéant le 31 décembre et le 1er janvier 1894, intérêts montant à \$4,438,375, ce qui fait un total de \$19,965,375 à trouver. Puis, il aura à rembourser à Melbourne, au 1er janvier, pour \$1,764,500 d'obligations. Il est à peu près certain que les fonds à la disposition du gouvernement ne suffiront pas à tous ces paiements.

La possibilité que le ministre puisse opter pour un retrait de livres sterling des banques de la colonie n'est pas très rassurante. Mais le gouvernement de Victoria croit que l'expédition de grand nombre de livres sterling fera une meilleure impression à Londres.

Voici les sommes dues à Londres par quatre des colonies australiennes entre le 1er septembre 1893 et le 1er janvier 1894: Victoria, 3,994,675 livres sterling; Nouvelle-Galles du Sud, 2,208,078 liv. st.; Queensland, 570,207 livres sterling, et Australie du Sud, 567,483 livres sterling au total, 7,340,441 liv. st.

La dette locale de l'Australie du Sud vient d'augmenter de 250,000 livres sterling par une nouvelle émission de bons du Trésor. La totalité de cette dette est de 1,599,225 liv. st.

Le déficit tasmanien était de 233,885 liv. st. au 31 décembre dernier. Dans le Queensland, le montant des bons du Trésor en circulation est de 694,000 liv. st.

Le gouvernement de l'Australie de l'Ouest est aussi autorisé à émettre des bons du Trésor.

Tôt ou tard, il est à craindre que toutes ces émissions ajoutées au déficit, auxquels nous venons de faire allusion plus haut, ne viennent ajouter 11 ou 12 millions de livres sterling à la dette permanente des colonies australiennes.

—L'économiste Français.

REVUE COMMERCIALE ET FINANCIÈRE

MONTRÉAL, 26 octobre, 1893.

FINANCES.

Puisque toute la finance d'Amérique et d'Europe a les yeux tournés vers le sénat de Washington, nous devons continuer à rapporter les faits et gestes de cette auguste assemblée qui semble se jouer avec la richesse publique et privée de ses concitoyens comme s'il n'y avait en jeu qu'une nomination de maître de poste dans un bureau de 18ème classe. Au commencement de la semaine le bruit a couru que les amis de M. Cleveland avaient consenti à un compromis qui laissait quelque latitude aux achats d'argent. On a même, paraît-il, réussi à obtenir la signature de partisans du rappel en leur représentant que ce compromis avait été accepté par M. Cleveland. Cette assertion ayant été démentie, le projet de compromis est tombé à l'eau et M. Voorhees, le parrain du bill du rappel, s'est mis avec une nouvelle vigueur, à travailler au succès de la mesure qui porte son nom.

On a pu pousser assez la discussion pour promettre que le vote serait pris cette semaine. Sur cette promesse, les marchés financiers se sont affermis; New-York s'est mis à faire hausser les cours des valeurs; Londres à acheter des valeurs américaines et les spéculateurs à découvert se sont empressés de se couvrir partout où ils ont pu le faire.

Il ne reste plus que \$82,000,000 d'or dans les caves du trésor; mais le marché avait bien approvisionné et on trouve des fonds à assez bon marché pour tous les usages légitimes. Les prêts à demande, à New-York se font à 2 ou 2½ p. c.

À Londres, les fonds disponibles deviennent un peu plus cher; on y cote les prêts à trois ou quatre mois de 1½ à 2 p. c. Le taux de la banque est toujours de 3 p. c.

Sur notre place, les fonds disponibles, pour remboursement à demande sont encore cotés à 6 ou 6½ p. c. d'intérêt. L'escompte commercial est stationnaire.

Le change sur Londres est de plus en plus facile.

Les banques vendent leurs traites à 60 jours à une prime de 8½ à 8 et leurs traites à demande de 9 à 9½. La prime sur les transferts par le câble est de 9½. Les traites à vue sur New-York se vendent de ¼ à ½ de prime. Les francs valaient hier à New-York 5.22½ pour papier long et 5.20½ pour papier court.

Les chiffres donnés par la Chambre de Compensation de Montréal, indiquent un mouvement de fonds inférieur de \$900,000 à celui de la semaine correspondante de 1892 et supérieur à celui des deux années précédentes.

La bourse a été plus active cette semaine avec des cours fermes. La plupart des valeurs clôturent à un cours plus élevé que jeudi de la semaine dernière. La banque de Montréal a fait aujourd'hui 220½ pour tout un tout petit lot; elle clôture à 225 vendeurs et 219 acheteurs. La banque des Marchands s'est vendue à 154 et 155.

La banque du Commerce clôture à 139 vendeurs et 137 acheteurs. La banque Molson est offerte à 155, la banque de Toronto est demandée à 235.